

**CONFERENCE  
DE PRESSE DU MDS  
«La démarche de  
Rédha Malek  
n'est pas digne  
des démocrates»**

«Il y a une année, Rédha Malek (ANR) disait qu'il ne croyait plus aux élections. Mais ce que son parti vient de faire est pire que de participer aux élections. Sa démarche d'aller vers la confection de listes communes avec l'aile illégitime du MDS n'est pas digne d'un parti démocratique.»

C'est ce qu'a déclaré, hier, M. Ahmed Meliani, secrétaire général du Mouvement démocratique et social (MDS), lors d'une conférence de presse provoquée par la confusion qui règne ces derniers jours concernant la participation ou non du MDS aux prochaines élections législatives. Il n'y a pas de doute sur cette question.

Le MDS ne participera pas aux législatives. Affirmatif, M. Meliani déclare même que son parti va mener une campagne pour le boycott de ces élections, si, bien sûr, les pouvoirs publics ouvrent enfin les portes à un débat contradictoire. Ça n'a pas été le cas à Oran, la semaine dernière où la fédération locale du MDS a été empêchée par les autorités locales de tenir une conférence-débat. Tenant compte des divergences politiques entre le MDS et le FFS, le conférencier dit avoir enregistré avec beaucoup de soulagement la décision de ce dernier parti qui a, également, rejeté la tenue des échéances électorales.

«Nous enregistrons positivement l'avis du FFS qui voit en ces élections, une reproduction pure et simple du système», a souligné M. Meliani, qui précise, en effet, qu'une alliance démocratique se fait dans le respect des différences des autres. Une attitude qui n'a pas été respectée par l'ANR, qui, selon le conférencier, «n'a même pas pris la peine de préciser dans ses déclarations que c'est l'aile de Hocine Ali et des dissidents du MDS qui ont rejoint les listes communes».

Ainsi, devant la dérive à laquelle se livrent différents partis démocratiques à l'approche des élections, le MDS prend à témoin l'opinion publique sur les conséquences de tels actes sur la société. Suite à la confusion prônée par l'aile du MDS participante aux élections, le parti a été approché par des militants de divers partis politiques (des démocrates, des islamistes et des conservateurs) qui veulent se joindre aux listes.

«A travers tous ces différents courants, nous avons confirmé une fois de plus que les élections sont dénuées de toute idéologie politique ou valeurs démocratiques», dit-il, ajoutant que «les partis démocratiques assumeront seuls l'échec du processus démocratique». «Nous nous démarquons de cette mascarade et nous appelons les forces démocratiques et toutes les personnalités à militer activement contre ces élections et à capitaliser le rejet de ce rendez-vous électoral après la date du 17 mai», a avisé M. Meliani.

En fait, le MDS espère une capitalisation des taux d'abstention et partir, de ce fait, vers la construction d'une alternative démocratique. Interrogé sur la validation du dernier congrès du MDS, M. Meliani a affirmé qu'aucune réponse n'a été encore donnée par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Cela n'empêchera pas, selon lui, le parti de poursuivre ses activités.

D'ailleurs, une conférence-débat est prochainement prévue par le MDS et le CCDR, et probablement le FFS, pour expliquer à l'opinion publique le pourquoi du boycott. Les syndicats sont également invités à partager cet espace de dialogue.

Rosa Mansouri

**FLN**

**La grande purge**

*Un vent de colère souffle sur le Front de libération nationale. La phase d'élaboration des listes électorales a ravivé les rancœurs entre les deux principales tendances de ce parti. Les «redresseurs» auront réussi à exclure la quasi-totalité des militants «légalistes» des échéances de mai prochain.*

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Sur les 200 députés FLN, dont la quasi-totalité se sont portés candidats aux législatives, seuls 17 ont été retenus. «C'est une véritable purge. La situation est catastrophique non pas pour ces militants mais pour l'ensemble du parti. Nous voilà revenus à la période d'avant le 8ème congrès bis, le congrès que les redresseurs voulaient rassembleur.»

L'homme, un cadre du parti pourtant habitué aux intrigues du FLN, avoue ne pas avoir assisté à pareille situation dans le passé. «C'est de l'exclusion pure et simple. Pourtant, Belkhadem avait insisté sur le fait que le choix des candidats se ferait sur la base de critères très précis. C'est totalement faux. Mis à part quelques exceptions, ils ont exclu la totalité des députés et des militants qui ont fait preuve de discipline en 2004», souligne ce militant qui a préféré s'expli-

mer sous couvert de l'anonymat. Mais il semble que la purge a également touché certaines figures de proue du mouvement de redressement. «Voyez ce qu'ils ont fait du FLN. Un fils de caïd m'a retiré de la liste, moi fils de chahid», pestait, hier matin, Tayeb Yennoune devant l'entrée principale du siège de son parti. Le militant de Babel-Oued, ancien chef de file des coordinateurs libres, crie lui aussi à l'exclusion.

Et il n'est pas le seul. Les responsables du Comité de soutien à la candidature de Abdelaziz Bouteflika ont fait le pied-de-grue devant le siège du parti dans l'espoir de rencontrer Belkhadem. «Plusieurs membres de notre association militent au sein du FLN et du RND. Le statut de parlementaires leur permettra de jouer un rôle majeur pour que le président de la République puisse obtenir le prix Nobel 2007. Nous avons donc présenté une liste de

candidats aux responsables de ces deux formations. Malheureusement, aucun n'a été retenu», explique le président de ce comité.

L'argument du Nobel présidentiel n'aura finalement pas apporté grand-chose à ces candidats à la législature. Pourtant, à entendre le chargé de la communication du FLN, le choix des candidats s'est fait sur la base de critères bien définis. «Nous avons privilégié les candidats jeunes et diplômés.

Bien sûr, nous avons mis quelques vieux routiers pour les encadrer. Il ne faudrait qu'on m'ém

pas que ça devienne n'importe quoi», note Saïd Bouhadja, lui-même candidat à Skikda. Mais cette vision des choses n'est pourtant pas partagée par les jeunes militants. «Ils disent une chose et appliquent tout le contraire. Avec les candidats qu'ils ont mis sur les listes, le FLN va droit au mur.

Il ne reste plus qu'à espérer que le pouvoir appliquera une nouvelle fois le système des quotas. C'est la seule solution pour garder la majorité à l'APN», dira un cadre.

T. H.



**RND**

**L'énigme des ministres**

Une ambiance particulière a caractérisé hier le siège national du parti du RND sis à Ben Aknoun.

A quelques heures du délai fixé par la réglementation concernant le dépôt des dossiers de candidature au niveau des administrations concernées, la direction nationale du parti a consacré la journée d'hier à l'explication et au développement des arguments au sujet du choix des candidats retenus pour la bataille électorale du 17 mai prochain.



Le vis-à-vis ? Ce sont des militants et autres cadres du parti venus de l'intérieur mais également de la région du centre du pays qui ont exigé à être reçus en audience soit par le secrétaire général du parti, soit par son chef de cabinet en charge de suivre de près l'évolution de la situation. Au siège national du RND, les quelques per-

sonnes rencontrées hier s'interrogeaient sur l'absence à ces joutes électorales des personnalités considérées comme poids lourd du parti.

Il s'agit notamment des ministres actuellement en exercice, en l'occurrence Mohamed Maghlaoui, Mohamed Chérif Abbès, Chérif Rahmani, Naoui, l'actuel secrétaire général du gouvernement ou encore Nouara Djaffar qui, en dernière minute, aurait rejeté l'idée de se présenter en seconde position sur la liste conduite par le ministre de la Jeunesse et des Sports, M. Yahia Guidoum, au niveau de la wilaya de Sétif.

Des absences qui soulèvent, à un mois et demi des élections, moult interrogations, tant chez l'opinion publique qu'au sein des militants du parti.

A ce propos, on indique de bonne source qu'à l'exception des ministres de la Jeunesse et des Sports et de l'Education nationale, Yahia Guidoum et Boubekeur Benbouzid, le reste des ministres «Rndiste» au sein du gouver-

nement Belkhadem ont renoncé à prendre part à l'élection du 17 mai prochain. Question : s'agit-il d'un choix délibéré ou alors la décision a été prise au niveau de la direction nationale du parti ?

Selon une source du parti, le choix des candidatures et autres têtes de liste par wilaya a été décidé par les coordinateurs de wilaya sur la base des recommandations du dernier conseil national.

En effet, dans sa résolution finale relative à la confection des listes électorales du parti, le conseil national du RND a donné pleins pouvoirs aux coordinateurs de wilaya «pour recueillir les candidatures, les étudier et finaliser les listes de candidatures tout en prenant en considération tous les paramètres favorisant de décrocher le maximum de sièges».

Ceci dit, il est important de rappeler que c'est pour la première fois, depuis sa création, que le parti d'Ahmed Ouyahia fait l'impasse sur un grand nombre des membres de sa direction nationale concernant les élections législatives.

L'absence de la quasi-totalité de ses ministres constitue une autre énigme qui fait du RND un parti «particulier» à l'occasion du rendez-vous du 17 mai prochain.

Abder Bettache